



COMMISSION EUROPÉENNE / EUROPEAN COMMISSION

Patricia LLOMBART CUSSAC

Ambassadrice de l'Union européenne au Maroc

*Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural, des Eaux et Forêts,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation des pays membres du CIHEAM,
Madame la Présidente,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Délégations des pays membres,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,*

Permettez-moi de commencer par féliciter très chaleureusement Son Excellence Monsieur Ahmed El Bouari pour sa nomination au poste de Ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement Rural des Eaux et Forêts du Maroc. Votre portefeuille est un élément clé du partenariat stratégique qui lie l'Union européenne et le Maroc sur de nombreux axes.

Je saisis cette occasion pour exprimer mon souhait sincère de continuer à renforcer et à approfondir la coopération entre le Maroc et l'Union européenne, comme cela a été réaffirmé il y a quelques jours par les Conseils européens lors de la réunion des Chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union européenne. Monsieur le Ministre, "Mabrouk" pour votre nomination.

La composition du gouvernement marocain a récemment évolué, et il en va de même pour la Commission européenne, l'organe exécutif de l'Union européenne. Les commissaires sont actuellement en phase d'audition devant le Parlement européen. C'est une période de transition avant que cette nouvelle Commission ne prenne pleinement ses fonctions. Malheureusement, les commissaires n'ont pas pu se joindre à nous aujourd'hui, comme ils l'auraient souhaité. Je suis toutefois très honorée de représenter l'Union européenne en cette occasion et je tiens à vous remercier, comme cela a été dit précédemment, pour

l'organisation remarquable de cette réunion par le Maroc et pour votre accueil chaleureux. Félicitations à toutes les équipes qui ont œuvré à cet accueil.

Nous sommes réunis aujourd'hui autour d'une question qui nous est chère : la sécurité alimentaire. L'Union européenne, en tant que partenaire fiable et de longue date de nombreux pays à travers le monde, s'emploie à promouvoir la sécurité alimentaire mondiale et à mettre en place des systèmes alimentaires résilients. L'Union européenne s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires, en tant qu'exportateur net de denrées alimentaires, en tant qu'acteur majeur de l'industrie agroalimentaire, et en tant que pourvoyeur de coopération et d'aide humanitaire d'urgence, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

En ce qui concerne la région méditerranéenne, nous sommes collectivement confrontés, comme cela a été souligné à plusieurs reprises ce matin, à des défis communs liés aux dérèglements climatiques, à la raréfaction de l'eau, aux chocs économiques et aux répercussions des conflits, comme nous venons de l'entendre au sujet du Liban. Ces défis exigent un effort collectif et une action commune renforcée.

Notre coopération pour la sécurité alimentaire est ainsi indispensable et doit être intensifiée pour proposer des chaînes de valeur et d'approvisionnement durables et pérennes. Nous avons la ferme conviction, au sein de l'Union européenne, et vous l'avez entendu de la part de plusieurs ministres et représentants européens, que la sécurité alimentaire ne peut être abordée que de manière coordonnée, dans un esprit de partenariat mutuellement avantageux.

Permettez-moi d'évoquer la fragilité de nos flux et de nos chaînes de valeur agricoles et alimentaires, qui constituent un risque important pour la sécurité alimentaire. Nous en avons été témoins avec la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui a eu des conséquences dramatiques sur l'accès aux céréales dans le monde, et notamment en Afrique. De nombreux pays de la région méditerranéenne en ont souffert, et c'est grâce à la coopération et à des échanges commerciaux prévisibles qu'ils ont pu surmonter cette épreuve.

Malheureusement, comme cela a été dit plusieurs fois ce matin, la région méditerranéenne est également confrontée à d'autres conflits, à Gaza, au Liban, ou plus loin dans la mer Rouge, qui risquent d'avoir un impact très sérieux sur la sécurité alimentaire des populations. Au-delà de l'instabilité et des considérations géopolitiques et géostratégiques, la région méditerranéenne partage d'autres défis qui menacent la sécurité alimentaire, car elle est l'une des régions les plus touchées par le changement climatique.

La perte de biodiversité et la pénurie chronique d'eau font que l'ensemble des pays méditerranéens sont confrontés à des problèmes environnementaux et à des tensions sur la production alimentaire, ce qui fragilise la sécurité alimentaire et entraîne des risques socio-économiques tels que le chômage, l'inflation et la pauvreté. Pour surmonter ces

difficultés, la coopération, l'échange de données, le partage des bonnes pratiques, la recherche et l'innovation sont essentiels, et c'est pourquoi des institutions comme celle qui nous accueille aujourd'hui sont fondamentales. Soyez assurés du soutien total de l'Union européenne.

Comme l'ont déjà indiqué les ministres des pays de l'Union européenne qui se sont exprimés avant moi, l'Union européenne s'engage pleinement à soutenir un système agroalimentaire durable qui préserve les ressources naturelles, la santé des populations et atténue les effets du changement climatique. Nous agissons à travers différents leviers, mais je souhaiterais aujourd'hui mettre en exergue le programme Horizon Europe.

Par exemple, ce programme soutient la recherche et l'innovation pour le développement d'une agriculture verte et résiliente face au changement climatique, d'un système de production agricole et sylvicole durable, et d'une utilisation durable de l'eau. Je me félicite que le CIHEAM et ses Instituts à Bari, Chania, Montpellier et Saragosse participent activement à plusieurs projets stratégiques soutenus par Horizon Europe, en partenariat avec d'autres acteurs en Europe et dans toute la région méditerranéenne.

Je prendrai un exemple concret : le projet Natae, coordonné par le CIHEAM avec d'autres instituts d'Afrique du Nord, qui vise à promouvoir des approches agroécologiques comme solution aux défis des systèmes alimentaires adaptés à la diversité de l'Afrique du Nord.

Nous sommes réunis au Maroc, aussi je me permets de dire un mot sur ce pays. Avec le Royaume du Maroc, l'Union européenne a accompli un pas important vers une transition écologique et juste en signant un Partenariat Vert, le premier du genre conclu avec un pays tiers.

Dans ce cadre, le programme Terre Verte (AL ARD AL KHADRAA) accompagne la transition écologique du Maroc en générant de l'innovation et des emplois décents, en appui à deux stratégies marocaines majeures que vous avez mentionnées, Monsieur le Ministre: Génération Verte et Forêts du Maroc. C'est également dans cette dynamique que nous avons lancé ensemble le projet IBTIKAR Innovation, qui implique un consortium d'instituts de recherche marocains de renom, coordonné par l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (INRA).

Ce type d'acteurs publics est indispensable, car ils sont responsables de la conception et de la mise en œuvre de la stratégie de formation et de recherche agricole et forestière au Maroc. Je souhaite souligner que ce modèle de coopération vise à adapter les programmes d'études aux enjeux de la transition écologique et à former une nouvelle génération d'étudiants et d'enseignants aux pratiques et aux systèmes de production agricole et forestière durables.

Pour conclure, je dirai que c'est pour les générations futures que nous travaillons ensemble. Nous avons beaucoup parlé de la jeunesse ce matin. C'est pour ces générations, les jeunes et les adultes de demain, que nous œuvrons au quotidien dans ces domaines. Une grande responsabilité repose sur nos épaules.

Merci et tous mes vœux de succès pour vos travaux.